

6e anniversaire de décès du 2^e président du Gabon Omar Bongo Ondimba à jamais vivant !



Une phase de l'office religieux.



La délégation des administratifs du gouvernorat de Franceville.

Photo : DR

Photo : DR

N. O.
Franceville/Gabon

FRANCEVILLE, la capitale provinciale du Haut-Ogooué vient de commémorer le sixième anniversaire du décès du président Omar Bongo Ondimba, survenu, le 8 juin 2009, à Barcelone (Espagne). Cette commémoration a vu une forte mobilisation de la population de Franceville et ses environs, des militants et militantes du Parti démocratique gabonais (PDG) qu'il a fondé en 1968, venus de tous les départements de la province du Haut-Ogooué, de toutes les administrations déconcentrées dans la province et des délégations venus s'incliner sur la tombe en mémoire de l'illustre disparu, au Mausolée de Franceville.

Parmi les délégations ayant effectué le déplacement du chef-lieu du Haut-Ogooué, celles des responsables du Parti démocratique gabonais (PDG), conduite par le secrétaire général du parti, Faustin Boukoubi, de l'administration locale conduite



Photo : DR

Le secrétariat du Parti démocratique gabonais (PDG) a effectué le déplacement de Franceville.

par le gouverneur du Haut-Ogooué, Bertrand Moundounga. A noter également la participation des membres de la famille de feu président en tête desquels son frère aîné, le patriarche de la province, Fidèle Andjoua ; tout comme les élèves des différents établissements de la province et des populations.

Bien que toutes les personnes mobilisées depuis la matinée, au mausolée, n'ont pas pu accéder à la tombe, par respect du protocole de sécurité, les principales délégations ont pu, pour leur part, déposer les gerbes de

fleurs et s'incliner devant la tombe du défunt président. La commémoration s'est poursuivie avec une messe dite en la cathédrale Saint-Hilaire de Franceville. En présence de toutes ces délégations unies dans la prière, à la mémoire de l'illustre disparu.

Sur les tee-shirts portés par les militants, sympathisants et responsables du PDG, on pouvait lire, entre autres, le message suivant : "Omar Bongo Ondimba toujours présent dans nos cœurs". Le témoignage des prêtres en faveur de feu Omar Bongo Ondimba n'était pas en



Photo : DR

Les musulmans étaient également du rendez-vous.

reste. "Omar Bongo Ondimba était un homme juste, il a vécu à sa manière la sainteté que Dieu nous appelle à vivre sur la terre. Il y avait dans le cœur de cet homme une grande générosité et chacun de nous a bénéficié de ses bienfaits. Nous devons donc prendre exemple sur son vécu terrestre, car la mort est le chemin réservé à tout homme. Mais nous devons la traverser en ayant un cœur pur et en vivant en homme juste sur la terre.", a indiqué l'abbé Yves Owangu, dans son homélie. Pour sa part, le secrétaire général du PDG n'a pas non plus manqué d'émotion. "Nous croyons que notre feu président veille sur le Gabon

qu'il a tant aimé, sur la population pour laquelle il s'est sacrifié des décennies durant. Nous nourrissons l'espoir qu'il continue de nous inspirer, que ses valeurs fondamentales demeurent en nous ; à savoir le dialogue, la tolérance et la paix. Non seulement au sein du Parti démocratique gabonais mais également au sein de la nation gabonaise.", a affirmé Faustin Boukoubi. Tout en souhaitant que cette cohésion et l'unité nationale pour laquelle il s'est battu puissent prévaloir dans notre pays. Que l'amour de la patrie prévale et qu'il y ait la détermination à développer le Gabon et en faire un pays émergent.

Brève Le forum citoyen de l'UN

L'UNION nationale (UN) a organisé, samedi dernier au Noé Palace, dans le premier arrondissement de Libreville, un forum citoyen qui avait pour thème : "La feuille de route pour l'alternance". Selon les responsables de ce parti politique de l'opposition, ces assises avaient pour objectif de débattre de la problématique de l'alternance dans la perspective de la Présidentielle 2016. Pour les leaders de l'UN, cette rencontre s'inscrit dans une vision prospective, globale et inclusive. Soulignons que ladite manifestation a vu la participation de plusieurs personnalités de l'opposition. Nous y reviendrons.

Miroir du Gouvernement

Quid de la sécurité des personnes ?

LES souvenirs de la lutte des autorités gouvernementales contre les crimes de sang ont été ravivés la semaine dernière par le calvaire vécu par Marie-Catherine Ntsame Ovono. La gamine, trois ans, éventrée, a failli passer de vie à trépas. Découverte dans cet état, c'est-à-dire le ventre ouvert, mais encore en vie, elle n'a eu la vie sauve que grâce à l'intervention d'une équipe médicale dévouée. Tous ceux qui ont été horrifiés par cette tentative d'assassinat des plus ignobles ont donc finalement été soulagés, le diagnostic vital du bambin n'étant plus engagé.

Une fois de plus, le gouvernement est pris au piège d'un de ses engagements: aller en guerre contre les crimes qui n'arrêtent pas de défrayer la chronique. Autant la hantise gagne certains parents qui ne savent plus à quel saint se vouer, autant tout devrait être fait pour maîtriser ce type d'horreur. Mettre en branle les forces de sécurité pour traquer ces marchands d'un autre genre qui sèment la terreur, sans être inquiétés, tel est le sens au combat que les autorités publiques sont appelées à

mener. Le citoyen moyen aurait du mal à comprendre, en tout cas, que le gouvernement, à travers les ministres dont c'est la mission, ne dispose pas des moyens suffisants pour arrêter ce banditisme macabre. Lorsque l'on constate que ces malfrats agissent toujours de la même façon, il serait peut-être enfin temps que Daniel Ona Ondo et son équipe comprennent que le danger est partout, des vies sont en péril. Ils devraient prendre le problème par le bon bout.

Tout cela, avec l'objectif de rassurer tout le monde. Mais qui pourrait l'être dans les circonstances actuelles. Non pas que l'on veuille faire dans la mauvaise foi ou l'exagération, même s'il n'y a encore péril en la demeure. Ce qui s'est passé récemment interpelle plus d'un compatriote conscient des dangers qui guettent autour de lui. C'est pourquoi il ne sert à rien de faire dans le bavardage. Seuls les actes devront faire foi. Parce que les dithyrambes sur la situation d'une violence qui serait en nette diminution ne peuvent satisfaire per-

sonne, au moment où les Gabonais viennent d'apprendre le calvaire vécu par la petite Marie-Catherine Ntsame Ovono. Là encore, il est question d'une tentative d'assassinat, qu'en est-t-il des crimes sans suite ? Leurs auteurs ou leurs commanditaires courent toujours, et continuent de menacer l'intégrité physique des populations. Est-il normal que ces gens vaquent librement à leurs basses besognes ? Que dire des vies qu'ils ôtent sans que personne ne sache, à l'instar de certaines disparitions non élucidées jusqu'à lors. Il ne fait donc l'ombre d'aucun doute que le gouvernement n'y arrive pas. Ou du moins, il donne cette impression. Où sont les statistiques des différents types de violence sur l'ensemble du territoire national ? Quel est le seuil de dangerosité ? Que nenni, personne ne semble les avoir. Au besoin, ces chiffres auraient été divulgués dans le but de se donner bonne conscience. Comme cela se fait d'ailleurs sous d'autres cieux. Quelle est donc en gros, la situation sécuritaire du pays ? Là encore, un fait récent, la découverte des

armes de guerre, même s'il s'agit là d'un banditisme d'une autre nature, nous a montré ce que nous courons comme désastre. Alors la vigilance est de mise. Que le gouvernement ne fasse plus semblant. Si des moyens conséquents ont été mis pour protéger les principales portes du pays, comme en témoigne ladite découverte d'armes, les assassinats, avec mutilations, à des fins mercantiles et autres, donnent au Gabon l'image d'un pays dans lequel des pratiques d'un autre âge sont encore d'actualité. Vilipendé, il est soldé par certains esprits à l'extérieur pour des faits qui ne sont pas toujours avérés. D'où, il ne faudrait pas leur prêter le flan. Les ministres de l'Intérieur, de la Défense nationale, sous l'autorité du chef du gouvernement, Daniel Ona Ondo, et la responsable du parquet ont le devoir de mettre en place une politique de protection des biens et des personnes plus efficace et correspondant aux attentes des populations, et de donner une autre impulsion à cette lutte. Pour le bien de tous.